

## **COMITE TECHNIQUE LOCAL DU 5 AVRIL 2016**

### **Déclaration liminaire des élus FO-DGFIP.**

Laon, le 5 avril 2016.

Monsieur le président,

La journée de lutte contre le projet de loi Travail El Khomri a été marquée par l'affluence dans les manifestations organisées dans de nombreuses villes de France (plus de 1,2 million de manifestants selon la Confédération F.O.).

Près de 18 % des agents des Finances Publiques de l'Aisne étaient en grève sur un appel commun des organisations de fonctionnaires F.O.-CGT – FSU – Solidaires relayé par les Syndicats F.O.-DGFIP, Solidaires et CGT des Finances Publiques.

Ces agents ont exprimé leur ras le bol de subir la perte constante de leurs effectifs, de leurs missions, de leurs structures.

Aujourd'hui vous nous convoquez pour nous annoncer la fermeture de 3 trésoreries au 1<sup>er</sup> janvier 2017, ce que vous appelez ironiquement la partie visible des restructurations. Visible, c'est bien le mot, puisqu'elle montre clairement à l'usager la folle entreprise de démolition du dernier service de l'état encore dit de proximité.

Mais « proximité » est visiblement devenu un mot tabou à la DGFIP !

Vendredi 1<sup>er</sup> avril s'est tenue à Bercy une réunion d'information technique dont le seul ordre du jour concernait la mise en œuvre de la retenue à la source (RAS) de l'impôt sur le revenu désormais nommé prélèvement à la source (PAS).

Pour **F.O.-DGFIP**, la gestion de cette réforme, sur fond de suppressions d'emplois continues et de restructurations incessantes et en accélération, risque d'être une nouvelle source de dégradation des conditions de travail. Mais, au-delà de cette question, elle pourrait bien, faute de moyens suffisants, sonner le glas d'une DGFIP déjà affaiblie.

Pour **F.O.-DGFIP**, il s'agit d'une décision politique visant à faire croire à la population qu'on met en œuvre une grande réforme fiscale. À y regarder de près, la DGFIP est clairement au cœur d'un dispositif ressemblant clairement à de l'enfumage, sauf pour les entreprises les plus grosses qui vont y gagner un fond de roulement en matière de trésorerie. Sans moyens supplémentaires, tenir les délais et la qualité attendue va relever de l'exploit.

**F.O.-DGFIP** revendique l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois et des restructurations et l'octroi de moyens supplémentaires pour mener à bien cette mission.

**F.O.-DGFIP** refusera et combattra toute tentative de rejet des responsabilités politiques sur la DGFIP.

Il refuse avec la Confédération Force Ouvrière l'idée d'un impôt individuel fusionné avec la CSG auquel la complexité du système envisagé risque de mener tout droit.

Pour toutes ces raisons, monsieur le président, la délégation **F.O.-DGFIP** refuse de siéger aujourd'hui.

L'administration a décidé seule de scier la branche sur laquelle elle est assise, nous ne nous laisserons pas entraîner dans cette chute !

Les élus **F.O.-DGFIP**.

